

MANIFESTE DES TRANSFORMATIONS SOCIO-ÉCOLOGIQUES

POUR UN SURSAUT ÉCOLOGIQUE !

La Tunisie connaît depuis quelques années une situation d'inertie, qui est synonyme d'incertitude et d'instabilité qui se répercute sur tous les domaines-. Cette réalité se conjugue aux multiples crises auxquelles fait face la société et nous appelle à nous interroger sur les maux ayant conduit à la cruelle réalité qui se manifeste par les dysfonctionnements socio-écologiques, de plus en plus inquiétants et qui exacerbent les crises multiformes dont la courbe fatidique est désormais exponentielle et insoutenable. De l'avis de la plupart des principaux acteur.rices au sein de la communauté écologique ainsi que tous ceux et celles qui se préoccupent de la dégradation inquiétante de l'environnement et des conditions de vie, il s'agit plutôt d'une unique crise multiforme dont la dimension socio-environnementale criante prédomine.

Ceci dit, les solutions purement économistes qui marginalisent le facteur environnemental demeurent insuffisantes voire contreproductives, si elles n'engagent pas de véritables transformations justes et écologiques permettant en définitive de changer la donne et d'ouvrir des perspectives prometteuses.... C'est ce qu'on entend par le principe de l'impératif écologique !

Les questions que soulèvent cette exigence actuelle sont de nature complexe, multiforme et interdépendante, favorisant des transformations dans divers secteurs d'activité administrative, économiques, citoyennes, et aussi politiques.

Nous appelons par conséquent à mettre sur pieds un plan rigoureux de transformation qui rompt avec l'immobilisme et les timides changements et qui permettra à la Tunisie de relever de nombreux défis et de surmonter les crises à venir en évitant les écueils. Cela ne pourra se concrétiser qu'en adoptant des programmes et des politiques bien conçues et bien ficelées robustes et une société qui serait plus résiliente.

Un retour à l'identique n'est nullement souhaitable en ces temps de crises !

Soyons clairs et soyons fermes ! On ne peut plus rééditer les schémas éculés ni de se permettre le luxe de retarder davantage l'échéance après les multiples avertissements qu'on devrait considérer comme des sonnettes d'alarme qui nous annoncent la catastrophe. En l'occurrence la crise sanitaire et les tensions géopolitiques dans plusieurs régions du monde et dernièrement en Europe avec leurs conséquences.

Transformer implique également le durcissement de nos politiques publiques afin qu'elles répondent aux défis actuels et également ceux à venir sur les plans climatique, économique et sociale. Ce dont il faut c'est des politiques publiques justes et durables qui assurent une prospérité, une autonomie et une cohésion à la fois sociale et économique et qui tiennent compte des diversités et des spécificités des territoires.

Pour une société civile proactive, en mesure de lutter contre la morosité !

Ateliers, plaidoyers, formations et séminaires étaient organisés massivement durant les dix dernières années sans que cela aboutisse réellement à des changements effectifs ou qu'ils soient pris en considération par les décideurs politiques. L'action entreprise n'avait eu ni l'écho espéré, ni l'audience escomptée auprès des décideurs ce qui nous mène à constater qu'une autre écologie, foncièrement de transformation, doit voir le jour... une écologie sociale (de solidarité), une écologie démocratique (de débat et de rupture) et républicaine (qui protège les biens publics et les biens communs).

Ceci est difficile à admettre mais l'action environnementale engagée depuis la révolution souffrait de stérilité puisqu'elle n'est pas parvenue à aiguillonner les décideurs et à les faire sortir de leur torpeur et leur immobilisme. Les mesures réglementaires et légales prises n'ayant pas été en mesure de relever les multiples défis écologiques, une nouvelle approche doit ainsi voir le jour, réconciliant les orientations économiques avec les impératifs écologiques et sociaux.

Un autre rôle du pouvoir public... pour une action publique musclée !

Les transformations nécessitent une gouvernance guidée par des structures publiques compétentes et puissantes afin d'assurer une bonne coordination multisectorielle fondée sur une série d'indicateurs pertinents et un suivi rigoureux continu.

Pour le ministère de l'environnement, ce qui devait être sa force, à savoir sa transversalité, est devenu sa grande faiblesse et ligote ses mains, condamnant par conséquent la génération actuelle et bien évidemment la génération à venir. Ce ministère, supposé être régalien, se trouve impliqué dans des rapports de forces diffuses et inégales avec des ministères plus puissants qui finissent par lui couper les ailes. Il faudrait repenser le mandat du ministère et réfléchir ensemble à un rôle plus impactant pour que l'écologie puisse connaître l'élan salvateur et occupe la place qu'elle mérite.

De l'autre côté, le droit de l'environnement souffre de l'empilement de textes et de réglementations parfois dépassées et sans aucun effet pratique. Pour remédier à cette situation et installer l'impératif écologique comme priorité dans la sphère politique et au plus haut sommet de l'Etat, il

importe de renforcer les moyens financiers, techniques et humains de ce ministère et de repenser les mécanismes de suivi et de contrôle.

Par ailleurs, un autre rôle des agences étatiques environnementales devrait voir le jour afin que ces dernières puissent articuler l'action de transformation.

Les points cardinaux des transformations :

Pour concrétiser les aspirations légitimes, des choix politiques audacieux et urgents s'imposent pour mettre en route une série de mesures audacieuses aptes à réaliser la mutation adéquate vers une société consciente, engagée, prospère et active dans la mise en application des transformations.

- **Transformation de l'économie** : sortir de l'ère des injustices (environnementales et climatiques) et de la pollution implique des transformations d'une ampleur inédite des activités économiques. Notre politique économique devrait être au service de la transition écologique et énergétique.
- **Transformation politique** : en situant l'impératif écologique parmi les priorités politiques et en mettant les citoyens au cœur du projet de l'action locale impulsée par les citoyens et accompagnée par les collectivités locales. La cohérence à laquelle nous appelons implique d'écologiser les politiques publiques avec une plus grande ambition et surtout qui soit proches des citoyens.
- **Transformation des politiques environnementales** : plus de cohérence et une véritable horizontalité de l'impératif écologique.
- **Transformation de notre système agro-alimentaire** : reconquérir la souveraineté et la sécurité alimentaire par une planification qui favorise la diversité et instaure des circuits courts
- **Transformation de nos villes et de l'urbanisme** : réinventer les pratiques locales afin d'anticiper et de résister aux risques en cascades, grâce notamment à l'accompagnement des collectivités locales. Nos villes et nos communes accusent un retard préoccupant en matière d'adaptation et de réduction des émissions. Elles devraient être la locomotive de l'action locale et la voie qui nous mènera à l'atteinte des objectifs climatiques nationaux.
- **Transformation de nos liens avec la nature et la biodiversité** : promouvoir et protéger la nature au-delà des aires protégées grâce à une gestion spatiale et sectorielle qui intègre pleinement les écosystèmes et les services qu'ils fournissent et favorise les solutions fondées sur la nature en tant que contributions efficaces et rentables à la résolution de nombreux problèmes environnementaux, sociaux et économiques.
- **Transformation de l'administration et du secteur public** : une action publique guidée par les agences environnementales qui serait rapide, significative, préventive et proactive et qui reposerait sur les instruments d'incitation, de contrainte et de fermeté.
- **Transformation de l'emploi** : engager un plan de lutte contre la précarité et le chômage qui s'attaquera en parallèle aux conditions de travail. S'ouvrir sur les nouveaux métiers qui cadrent avec la transition énergétique et écologique.

Coordonner vision à court terme et vision à long terme !

Il faudrait, à notre avis, rompre avec la « fuite en avant » et s'inscrire dans une démarche de révision profonde des politiques en matière de durabilité où la cohérence prime sur les stratégies existantes. La cohérence nous renvoie entre autres à la nécessité de parvenir à jongler entre la vision à court terme et celle à long terme.

Face au déni environnemental et climatique... nous disons haut et fort BASTA !

Les élections législatives à venir du 17 décembre 2022 devraient être différentes et marquer un sursaut et un élan de solidarité. Elles doivent se démarquer des élections passées qui ont ridiculisé l'écologie.

Dans ce contexte, nous appelons à démarginaliser l'impératif écologique et invitons les candidat.e.s à tenir compte des revendications incessantes de la société par rapport à l'amélioration de la condition de vie des tunisien.nes.

Candidat.e.s, prenez à bras le corps le problème le plus urgent de notre temps et osez la transformation pour qu'en Tunisie, les choses changent véritablement. Vous avez une chance pour changer le cours de l'histoire. Car oui, la solution réside dans la volonté politique et dans la nature de l'action politique.

Conclusion

Nous souhaitons à travers ce Manifeste baliser le chemin vers un avenir différent et mettre les fondements d'un projet commun à la fois de société et d'Etat.

Le chantier est immense, mais nous y arriverons ensemble. Nos propositions ont vocation à être débattues, enrichies, amendées et complétées avec vous tous et vous toutes pour construire ensemble le projet qui mènerait vers une société prospère et résiliente.

